



TransDev Villepinte
Mercredi 11 octobre 2023

Solidarité avec le peuple palestinien !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira des destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

Les grévistes de Montesson attaquent, la direction contre-attaque !

La direction de Keolis qui a déménagé au dépôt d'Argenteuil au début de la grève ne veut toujours rien lâcher aux grévistes de Montesson. Et pour cause, pratiquement toutes les lignes sont en circulation avec le renfort de plusieurs intérimaires qui ont été embauchés sur l'autre dépôt qui n'est pas en grève. La direction a tenté de sortir des bus sans succès, la grève est solide. Elle a décidé de riposter en poursuivant en justice plusieurs grévistes... Soyons nombreux le jeudi 12 octobre à 12H30 devant le tribunal de Versailles (5 Place André Mignot VERSAILLES) pour les soutenir face à ces attaques !

Ne nous laissons pas faire !

A partir de janvier une seule délégation de service public va couvrir le sud des Yvelines. IDFM l'a attribuée à Transdev. Ce changement inquiète beaucoup les salariés et des syndicats qui voient une occasion pour tenter de détériorer leurs conditions de travail et leur salaire. La seule réponse qu'on doit leur apporter ensemble est que nous ne lâcherons rien et de nous préparer à lutter !

Tout est bon pour faire des économies

Au dépôt de Villepinte, la direction réfléchit à diminuer le nombre de repos à la quatorzaine passant de 5 à 4 jours pour les conducteurs de bus. C'est une attaque sur nos conditions de travail. Ce qu'il faut c'est de l'embauche pour faire face au travail. Elle n'a pas non plus fini d'attaquer sur les conditions de travail, à nous de lui faire comprendre qu'elle ne peut pas faire ce qu'elle veut !

Dans 300 mètres, tournez à gauche

Dans certains dépôts, on nous apprend les lignes au GPS. Mais les indications de nos collègues sont cruciales pour découvrir de nouveaux trajets : comment traiter certaines particularités, les travaux, quels sont les jours de marché, ..., autant d'informations qu'un GPS ne peut pas nous donner. Ces économies sont insupportables et rendent le boulot de plus en plus difficile voire dangereux.

Le travail tue : 700 morts par an

Chaque jour en France, deux personnes meurent au travail. Et c'est un chiffre qui menace d'empirer, tant

la pression sur les conditions de travail s'aggrave. Le gouvernement annonce une campagne de prévention. Mais ce sont toutes les lois « travail » de ces dernières années qui ont entraîné ces dégradations profitant financièrement au patronat et nuisant à notre sécurité au travail. La sous-traitance en cascade, le travail en intérim, détaché, sans parler des salariés en situation de non-droit, le gouvernement s'en lave les mains. Et les statistiques ne tiennent pas compte des camouflages, sous-déclarations et postes aménagés bidons, qui sont autant d'économies pour les entreprises. C'est à nous, collectivement, de dire STOP dès que la rentabilité prend le pas sur notre santé ou notre sécurité.

Pour vivre et pas survivre

Avec une inflation entre 16 % et 30 % sur un an pour l'alimentaire, l'essence ou l'énergie, la colère monte. Et ce n'est pas le bla-bla de la « conférence sociale » sur les bas salaires à laquelle Macron invite les syndicats lundi prochain qui apportera quoi que ce soit. Les profits des capitalistes, eux, dépassent ceux de l'avant-Covid : 142 milliards d'euros en 2022 pour les 40 plus grandes entreprises en France (le CAC 40), dont 80 milliards reversés en dividendes aux actionnaires. Ils ne tombent pas du ciel, c'est nous qui les créons par notre travail. C'est au moins :

- 400 euros de plus par mois qu'il nous faut à tous et toutes ;
- 2 000 euros de salaire minimum ;
- aucune pension, aucun minimum social inférieur à ce montant.

Vendredi 13 octobre, participons nombreux à la journée de grève et manifestations sur les salaires lancée par les syndicats. Le lendemain, le 14, beaucoup de collectifs de Gilets jaunes appellent à manifester contre la vie chère. Ces journées ne suffiront pas pour faire plier Macron et les patrons. Mais nous pouvons les mettre à profit pour renouer des liens, discuter des étapes suivantes, et renforcer le camp de celles et ceux qui veulent lutter. Toutes et tous ensemble, nous pouvons arracher de quoi vivre et non survivre.